

CONVOCATIONS

ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE NORMANDIE-SEINE

Société Coopérative à capital variable au capital au 31.12.2015 : 92 351 194 €.
Etablissement de crédit.
Société de courtage d'assurances.
Siège social : Cité de l'Agriculture, Chemin de la Bretèque, 76230 Bois-Guillaume.
433 786 738 R.C.S. Rouen.
Immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07 025 320

Rectificatif a l'avis de réunion valant avis de convocation publié au Bulletin des Annonces légales obligatoires n° 20 du 15 février 2017, avis n°1700273

Les sociétaires sont conviés à l'assemblée générale ordinaire de la Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Normandie-Seine qui aura lieu le jeudi 23 mars 2017 à 9 heures à la **Chambre de commerce et d'industrie du HAVRE, 181 Quai FRISSARD – 76600 LE HAVRE**.

Les sociétaires sont convoqués à **8 heures 15**, afin de procéder aux formalités préliminaires de signatures des feuilles de présence, de remise des bulletins de vote (renouvellement partiel du conseil d'administration), l'assemblée générale statutaire devant commencer à 9 heures précises à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

- Approbation du rapport de gestion du Conseil d'administration et des comptes sociaux de l'exercice 2016, quitus aux administrateurs.
- Approbation du rapport de gestion du Conseil d'administration et des comptes consolidés de l'exercice 2016.
- Approbation du rapport annexe du Président.
- Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président du conseil d'administration.
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce en application de l'article L.511-39 du Code monétaire et financier.
- Approbation des rapports ci-dessus.
- Constatation de l'évolution du capital social.
- Approbation des dépenses visées à l'article 39-4 du CGI.
- Approbation des conventions réglementées.
- Approbation d'un engagement réglementé visé à l'article L.225-42-1 du Code de commerce au titre de la retraite supplémentaire du Directeur Général.
- Consultation sur les éléments fixes et variables de la rémunération dus ou attribués au Directeur général au titre de l'exercice 2016 en application des dispositions de l'article 24-3 du Code AFEP-MEDEF.
- Consultation sur les éléments de l'indemnisation du Président au titre de l'exercice 2016 en application des dispositions de l'article 24-3 du Code AFEP-MEDEF.
- Consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations ou indemnités versées en 2016 au Président, au Directeur général et aux membres du Comité de direction.
- Fixation de la somme globale allouée au financement des indemnités des administrateurs en application des dispositions de l'article 6 de la loi 10 septembre 1947.
- Affectation du résultat. Fixation de l'intérêt aux parts sociales, des dividendes attribués aux CCI et aux CCA.
- Election et/ou renouvellement des administrateurs.
- Remboursement/Souscription de parts sociales.
- Programme de rachat des CCI et autorisation au Conseil d'opérer sur les CCI.
- Consultation sur les éléments fixes et variables de la rémunération dus ou attribués au Directeur général au titre de l'exercice 2016.

- Prorogation temporaire du bureau.
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.
- Vote des résolutions.
- Questions diverses.

Projet de résolution

1^{ère} résolution (*Approbation des comptes individuels*). — La lettre d'approbation de Crédit Agricole SA ne faisant pas d'objection à la présentation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016, ni au projet de répartition des excédents et recettes de la Caisse Régionale, et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels, l'Assemblée Générale approuve les comptes qui viennent de lui être soumis et donne quitus aux Administrateurs et au Directeur Général de la Caisse Régionale pour leur gestion concernant l'exercice 2016.

2^{ème} résolution (*Approbation des comptes consolidés*). — L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice arrêté le 31 décembre 2016.

3^{ème} résolution (*Constat d'évolution du capital social et approbation de remboursement de parts*). — L'Assemblée Générale, en application de l'article 30 des statuts constate que le capital social, qui était de 92 351 194 € au 31 décembre 2015 n'a pas évolué au cours de l'exercice, et approuve le remboursement de la part sociale souscrite par Madame Danièle JADART ainsi que celle souscrite par Monsieur Pierre DAVOUST administrateurs sortant, ainsi que la souscription par Madame Eve BRAUN, ainsi que celle par Madame Aurélie CLUZEL nouvelles administratrices, d'une part sociale.

4^{ème} résolution (*Approbation des dépenses visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts*). — L'Assemblée Générale, sur le rapport du Conseil d'Administration statuant en application de l'article 223 quater du CGI, approuve le montant global s'élevant à 24 731 € des charges non déductibles visées à l'article 39-4 de ce code, ainsi que le montant s'élevant à 8 515 €, de l'impôt sur les sociétés acquitté sur ces dépenses.

5^{ème} résolution (*Conventions articles L.225-38 du Code de Commerce*). — En application de l'article L.511-39 du Code monétaire et financier, l'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 du Code de Commerce, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les conventions qui y sont énoncées.

6^{ème} résolution (*Rémunérations des parts sociales et dividendes aux CCI et CCA*). — L'Assemblée Générale fixe à 1,75 % le taux de l'intérêt à servir aux parts sociales pour l'exercice 2016 et autorise le versement des intérêts, soit un montant de 930 925,12 €.

L'Assemblée Générale décide, de fixer à 5,49 € le montant du dividende à servir aux Certificats Coopératifs d'Investissement (soit un montant de versement de 5 784 362,82 €), et aux Certificats Coopératifs d'Associés (soit un montant de versement de 8 311 607,46 €).

Ce montant est identique à celui au titre de 2015, et correspond à une base de distribution de 32,49 % du résultat net.

7^{ème} résolution (*Répartition du résultat*). — L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels, décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter ainsi qu'il suit, le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Bénéfice net de l'exercice :	102 297 458,90 €
Report à nouveau créateur :	16 909,20 €
Soit un résultat à affecter de :	102 314 368,10 €
Affectations :	
A – Distribution d'intérêts :	
– aux parts sociales à hauteur de	930 925,12 €
– aux certificats coopératifs d'investissement (CCI)	5 784 362,82 €
– aux certificats coopératifs d'associés (CCA)	8 311 607,46 €
B – Réserve légale	65 465 604,53 €
C – Réserves facultatives	21 821 868,17 €
Soit un résultat affecté de :	102 314 368,10 €

Les dividendes alloués aux CCI détenus en propre, seront reportés en report à nouveau au cours de l'exercice 2017.

En application de l'article 158 du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale précise la ventilation des revenus distribués.

Montants à distribuer au titre de l'exercice 2016	En €
Eligibles à l'abattement de 40 % (2° du 3 de l'article 158 du CGI)	
- Intérêts aux parts sociales	930 925,12
- Intérêts aux certificats coopératifs d'investissement	5 784 362,82
- Intérêts aux certificats coopératifs d'associés	8 311 607,46
Non éligibles à l'abattement de 40 % (3° du 3 de l'article 158 du CGI)	Néant

Par ailleurs, l'Assemblée Générale rappelle le montant des revenus distribués au titre des trois derniers exercices.

Montants distribués au titre des trois exercices précédents (en €)	2013	2014	2015
Eligibles à l'abattement (2° du 3 de l'article 158 du CGI)			
- Intérêts aux parts sociales	1 308 614,74	1 005 399,13	569 194,21
- Intérêts aux certificats coopératifs d'investissement	5 383 987,98	5 615 783,94	5 784 362,82
- Intérêts aux certificats coopératifs d'associés	7 736 304,94	8 069 374,82	8 311 607,46
Non éligibles à l'abattement (3° du 3 de l'article 158 du CGI)	Néant	Néant	Néant

8^{ème} résolution (Programme de rachat). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, à opérer sur les certificats coopératifs d'investissement (CCI) de la Caisse Régionale conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce et du Règlement 2273/2003 de la Commission Européenne du 22 décembre 2003.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'assemblée générale ordinaire du 23 mars 2016, est donnée au conseil d'administration jusqu'à la date de son renouvellement par une prochaine assemblée générale ordinaire et, dans tous les cas, pour une période maximale de dix-huit 18 mois à compter de la date de la présente assemblée.

Les achats de CCI de la Caisse Régionale qui seront réalisés par le conseil d'administration en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas amener la Caisse Régionale à détenir plus de dix pour cent (10 %) du nombre de CCI composant son capital social. Toutefois, le nombre de CCI acquis par la Caisse Régionale en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5 % du nombre de CCI composant son capital social.

Les opérations réalisées dans le cadre du programme de rachat de CCI mis en place par la Caisse.

Régionale pourront être effectuées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché ou de gré à gré ou encore par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré (telles des options d'achat et de vente ou toutes combinaisons de celles-ci) et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le conseil d'administration ou la personne qui agira sur la délégation du conseil d'administration appréciera. Il est précisé que la part du programme de rachat réalisée par acquisition de blocs de titres pourra atteindre l'intégralité dudit programme.

Les achats pourront porter sur un nombre de CCI qui ne pourra excéder 10 % du nombre total de CCI composant le capital social à la date de réalisation de ces achats, ce qui à ce jour correspond à un nombre maximal de 105 361 titres.

Le montant total des sommes que la Caisse Régionale pourra consacrer au rachat de ses CCI au cours de cette période est de 5 373 360 (cinq millions trois cent soixante-treize mille trois cent soixante) euros. L'acquisition de ces CCI ne pourra être effectuée à un prix supérieur à 170 (cent soixante-dix) euros, étant toutefois précisé que ces CCI pourraient être attribués gratuitement dans les conditions prévues par la loi.

Cette autorisation est destinée à permettre à la Caisse Régionale d'opérer en bourse ou hors marché sur ses CCI en vue de toute affectation permise ou qui viendrait à être permise par la loi ou la réglementation en vigueur. En particulier, la Caisse Régionale pourra utiliser la présente autorisation en vue :

1) d'assurer l'animation du marché des CCI par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI ;

2) de procéder à l'annulation des CCI acquis, sous réserve d'une Assemblée Générale Extraordinaire ultérieure.

Les opérations effectuées par le conseil d'administration en vertu de la présente autorisation pourront intervenir à tout moment pendant la durée de validité du programme de rachat.

La Caisse Régionale pourra également utiliser la présente résolution et poursuivre l'exécution de son programme de rachat dans le respect des dispositions légales et réglementaires et notamment les dispositions des articles 231-1 et suivants du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, en période d'offre publique d'achat ou d'échange initiée par la Caisse Régionale.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités, à l'effet notamment de passer tous ordres en bourse, signer tous actes, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations et formalités, notamment auprès de l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement faire tout le nécessaire.

Le Conseil d'administration veillera à ce que l'exécution de ces rachats soit menée en conformité avec les exigences prudentielles telles que fixées par la réglementation et par la Banque centrale Européenne.

9^{ème} résolution (*Enveloppe globale Indemnités aux Administrateurs*). — L'Assemblée Générale ratifie le montant des indemnités versées aux Administrateurs au titre de l'exercice 2016 pour un montant de 273 228 € dans le cadre du budget de 370 000 € fixé par la précédente Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance de la proposition faite par le conseil d'Administration à ce sujet et en application des dispositions de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée, fixe à 350 000 € maximum la somme globale allouée au financement des indemnités des administrateurs pour l'exercice 2017 et donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration de la Caisse pour déterminer l'affectation de cette somme conformément aux recommandations de la FNCA.

10^{ème} résolution (*Vote consultatif sur les éléments fixes et variables de la rémunération dus ou attribués au Directeur général en 2016*). — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, émet dans le cadre de sa consultation un avis favorable relatif aux éléments fixes et variables de la rémunération dus ou attribués au Directeur général au titre de l'exercice 2016 tels qu'ils sont exposés dans le rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article 24-3 du Code AFEP-MEDEF.

11^{ème} résolution (*Approbation d'un engagement réglementé visé à l'article L.225-42-1 du Code de commerce au titre de la retraite supplémentaire du Directeur Général*). — L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve l'engagement réglementé visé à l'article L.225-42-1 du Code de commerce au titre de la retraite supplémentaire, souscrit par la Caisse au bénéfice du Directeur Général.

12^{ème} résolution (*Vote consultatif sur les éléments de l'indemnisation du Président en 2016*). — L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, émet un avis favorable relatif aux éléments d'indemnisation du Président au titre de l'exercice 2016 tels qu'ils sont exposés dans le rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article 24-3 du Code AFEP-MEDEF.

13^{ème} résolution (*Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées en 2016 au Directeur Général, aux membres du Comité de direction et aux fonctions de contrôle de la Caisse*). — L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, émet un avis favorable relatif à l'enveloppe globale de rémunérations ou indemnités versées, au Directeur général, aux membres du Comité de direction et aux fonctions de contrôle à hauteur d'un montant égal à 1 921 512,11 € au titre de l'exercice 2016.

14^{ème} résolution (*Nomination d'un nouvel administrateur*). — L'Assemblée Générale, après avoir constaté que de Madame Anne HERON administratrice souhaitait démissionner de son mandat, nomme en qualité d'administrateur (Madame) (Monsieur)pour une durée de 2 années qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire 2019 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018.

15^{ème} résolution (*Renouvellement d'un administrateur*). — L'Assemblée Générale, après avoir constaté que le mandat de Monsieur Régis CAVILLON administrateur arrive à expiration lors de la présente Assemblée générale, propose le renouvellement du mandat d'administrateur de Régis CAVILLON pour une durée de 4 années qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire 2021 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2020

16^{ème} résolution (*Renouvellement d'un administrateur*). — L'Assemblée Générale, après avoir constaté que le mandat de Madame Aurélie CLUZEL administratrice arrive à expiration lors de la présente Assemblée générale, propose le renouvellement du mandat d'administratrice de Madame Aurélie CLUZEL pour une durée de 4 années qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire 2021 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2020.

17^{ème} résolution (*Renouvellement d'un administrateur*). — L'Assemblée Générale, après avoir constaté que le mandat de Monsieur Jean-Marc LEROY administrateur arrive à expiration lors de la présente Assemblée générale, propose le renouvellement du mandat d'administrateur de Jean-Marc LEROY pour une durée de 4 années qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire 2021 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2020

18^{ème} résolution (*Renouvellement d'un administrateur*). — L'Assemblée Générale, après avoir constaté que le mandat de Monsieur Pascal LHEUREUX administrateur arrive à expiration lors de la présente Assemblée générale, propose le renouvellement du mandat d'administrateur de Pascal LHEUREUX pour une durée de 4 années qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire 2021 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2020

19^{ème} résolution (*Renouvellement d'un administrateur*). — L'Assemblée Générale, après avoir constaté que le mandat de Monsieur Jean-Louis MAURICE administrateur arrive à expiration lors de la présente Assemblée générale, propose le renouvellement du mandat d'administrateur de Jean-Louis MAURICE pour une durée de 4 années qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire 2021 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2020

20^{ème} résolution (*Prorogation du bureau du Conseil d'Administration*). — L'Assemblée Générale proroge exceptionnellement, jusqu'à la date du 24 mars 2017 le bureau du Conseil d'Administration tel qu'il avait été constitué à l'issue de la réunion du Conseil d'Administration en date du 25 mars 2016, pour autant que les administrateurs le composant aient été réélus lors de la présente Assemblée Générale.

21^{ème} résolution (*Pouvoirs*). — L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet d'accomplir tous dépôts et formalités légales.

A compter du quinzième jour précédant la réunion de l'assemblée générale, chaque sociétaire pourra obtenir communication sur place, au siège social de la Caisse régionale, des rapports du conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, des projets de résolutions ainsi que du bilan et du compte de résultat.

Si un ou plusieurs sociétaires détiennent, seul ou ensemble plus de 5 % du capital, il leur est possible de requérir l'inscription d'une question à l'ordre du jour. Cette question devra parvenir au moins un mois avant la date de l'assemblée générale, à l'adresse postale de la Société (CS 70800 – 76238 BOIS-GUILLAUME CEDEX) ou à l'adresse email suivante : communication.externe@ca-normandie-seine.fr.

La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour est motivée.

La demande d'inscription de projets de résolution est accompagnée du texte des projets de résolution, qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Lorsque le projet de résolution porte sur la présentation d'un candidat au conseil d'administration, il est accompagné des renseignements prévus au 5° de l'article R.225-83.

L'examen du point ou de la résolution est subordonné à la transmission, par les auteurs de la demande, d'une nouvelle.

Si un sociétaire ne peut assister à la réunion, il lui est demandé de remplir le pouvoir joint à la convocation, de le signer en faisant précéder sa signature de la mention « Bon pour pouvoir » et de l'adresser à M. le Président de la Caisse régionale de Crédit agricole mutuel de Normandie-Seine, chemin de la Bretèque, BP 800, 76238 Bois-Guillaume Cedex. Ce pouvoir peut également être télécharger sur le site internet de la Société (www.ca-normandie-seine.fr).

Ne pourront participer à l'assemblée générale que les seuls sociétaires détenant des parts sociales de la Société, au plus tard le 2^e jour ouvré à 0 heures (heure de Paris) précédant l'assemblée générale.

1700396